

# REGION WALLONNE

## LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA MOBILITE

### Arrêté ministériel approuvant l'INSTITUTION de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité de REMICOURT

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE), notamment l'article 7 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 janvier 2001 déterminant le modèle et les dimensions de l'avis visé à l'article 7 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie ;

Vu la délibération du 14 mai 2013 du conseil communal de REMICOURT décidant d'instituer une commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) et chargeant le collège communal de lancer l'appel public;

Vu la délibération du 12 septembre 2013 du conseil communal de REMICOURT désignant le président et les membres de la commission ;

Vu l'appel public qui s'est déroulé du 6 juin au 6 août 2013 ;

Considérant que cet appel a été réalisé dans le respect des dispositions prévues par les articles 4 et 7 § 3 du CWATUPE; qu'en effet, il a été annoncé tant par voie d'affiches que par un avis inséré dans trois quotidiens d'expression française, un bulletin d'information et un journal publicitaire;

Considérant que 26 candidatures ont été reçues dans les formes et délais de l'appel public;

Considérant que 26 candidats ont été retenus pour composer la commission ;

Considérant que la procédure de désignation des membres et du président par le conseil communal est régulière ; qu'elle a, en effet, été réalisée par le conseil communal, à l'issue d'un vote, sur base d'une liste des candidatures contenue dans la délibération de désignation ;

Considérant que la population de REMICOURT est inférieure à vingt mille habitants ; que la commission est donc composée d'un président, de 12 membres et de suppléants éventuels ;

Considérant que le président de la commission a été choisi par le conseil communal parmi les personnes ayant posé leur candidature dans les formes et délais de l'appel public ;

Considérant que le quart communal de la commission est composé d'une manière proportionnelle à l'importance des forces politiques présentes au sein du conseil communal ; qu'il comprend 1 effectif et 1 suppléant désignés par la majorité et 2 effectifs et 2 suppléants par l'opposition ;

Considérant que les neuf autres membres et leurs suppléants permettent d'assurer la représentation des intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité, une représentation géographique équitable ainsi que la pyramide des âges de la commune ;

Considérant que ni le président ni aucun des membres et des suppléants n'exerce de profession incompatible avec le mandat de membre de la CCATM ;

Considérant que ni le président, ni aucun des membres et des suppléants n'est membre du collège communal ayant l'aménagement du territoire et l'urbanisme dans ses attributions ;

Considérant le conseil communal a veillé à respecter une adéquation correcte des intérêts entre effectifs et suppléants ;

Considérant que ni le président, ni aucun des membres n'a effectué plus de deux mandats effectifs consécutifs ;

Considérant, en conséquence, que la procédure d'institution de la CCATM respecte les dispositions de l'article 7 du CWATUPE et de la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 ;

#### **ARRETE :**

Article 1<sup>er</sup> – Est instituée la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de REMICOURT dont la composition est contenue dans la délibération du conseil communal du 12 septembre 2013.

**Est désigné en qualité de président de la C.C.A.T.M. : FAUCHET Jocelyne, architecte en aménagement du territoire**

**Sont désignés en qualité de représentants du « quart communal » :**

<b>Effectifs</b>	<b>Suppléants 1</b>	<b>Suppléants 2</b>
BONNECHERE Bernard	PENDEVILLE Hélène	
BUSTIN Benoît	LAHAYE André	
HEYNE Jean-Marie	GELAESEN Liliane	

Sont désignés en qualité de représentants des intérêts sociaux, économiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité :

Effectifs	Suppléants 1	Suppléants 2
JOASSIN Jean-Lambert	DE SMET Fabian	ETIENNE René-Luc
FERON Geoffroy	PERON Gino	LAMARCHE Catherine
LEBOUTTE Rémy	BADA Clément	BASIAUX Anne
DEPAS Lambert	DEVADDER Christophe	ANDRE Catherine
BONNECHERE Pierre	MILISEN Lucien	WILLEMS Désiré
RIGO Nicolas	MEUNIER Gilles	VELTYEN Christelle
PIRON Michel	MOSSOUX Manon	PAPY Marie-Louise
LOUIS Frédéric	GIELEN Romain	
PIROTTE Marie-Claire	HUBERT Sabine	

Article 2 – Le présent arrêté sort ses effets le jour de sa notification au collège communal.

Fait à Namur, le 31-03-2014

Certifié conforme à l'original  
Marina BASTIANELLI  
Adjointe principale

Le Ministre de l'Environnement,  
de l'Aménagement du territoire et de la  
Mobilité

  
Philippe Henry